

# Estimation du solde de financement 2023.

02.02.2024

# Table des matières

<b>1. Introduction.....</b>	<b>4</b>
<b>2. Estimation de fin d'année 2023 - Synthèse.....</b>	<b>5</b>
<b>2.1 Solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>5</b>
<b>2.2 Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>7</b>
<b>3. Estimation de fin d'année 2022 – Entité I .....</b>	<b>9</b>
<b>3.1 Pouvoir fédéral</b>	<b>9</b>
3.1.1 Fiscale ontvangsten.....	9
3.1.2 Fiscale afdrachten.....	11
3.1.3 Niet-fiscale middelen .....	11
3.1.4 Interestlasten .....	13
3.1.5 Dépenses primaires .....	13
3.1.6 Uitgaven vrijstelling BV .....	18
3.1.7 Solde primaire des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral.....	18
3.1.8 Onverdeelde overgangscorrecties.....	22
<b>3.2 Sécurité sociale</b>	<b>22</b>
3.2.1 Travailleurs salariés.....	24
3.2.2 Travailleurs indépendants.....	26
3.2.3 Soins de santé.....	28
3.2.4 Organismes hors gestion globale .....	28
3.2.5 Corrections techniques.....	29
<b>3.3 Estimation de fin d'année Entité I</b>	<b>29</b>
3.3.1 Solde de financement.....	29
3.3.2 Solde primaire.....	30
<b>4. Estimation de fin d'année entité II.....</b>	<b>31</b>
<b>4.1 Communautés et Régions</b>	<b>31</b>
<b>4.2 Pouvoirs locaux</b>	<b>31</b>
<b>4.3 Entité II</b>	<b>32</b>

<b>5. Estimation de fin d'année ensemble des pouvoirs publics .....</b>	<b>33</b>
<b>6. Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics .....</b>	<b>34</b>

# 1. Introduction

Cette note présente un aperçu de l'estimation du solde de financement pour 2023 de l'entité I, de l'entité II et de l'ensemble des pouvoirs publics, ainsi qu'une estimation du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics.

Les estimations pour l'entité I reprennent une analyse des principaux postes au niveau des recettes et des dépenses sur base de l'exécution du budget 2023.

Pour l'entité II, l'estimation a été réalisée par solde. Pour les Communautés et Régions, les soldes sont basés notamment sur des informations transmises par ces dernières, pour les pouvoirs locaux, le solde qui a été repris est le solde présenté dans les estimations d'automne 2023 de la BNB.

Les tableaux présentés dans cette note comparent l'estimation de fin d'année 2023 aux estimations pour 2023 reprises dans l'exposé général du budget initial 2024.

Pour déterminer les montants exprimés en pourcentage du PIB, le chiffre des estimations d'automne de la BNB du 18 décembre 2023 a été repris. Le PIB pour 2023 est estimé à 584,5 milliards EUR. L'exposé général du budget 2024 tablait encore sur un PIB de 578,9 milliards EUR en 2023, soit 5,6 milliards EUR de moins que les estimations de décembre de la BNB. La croissance réelle prise en compte dans l'exposé général pour 2023 était estimée à 1,0 %, alors que les estimations d'automne de la BNB tablent sur une croissance supérieure de 1,5 %.

**Il est important de souligner que la plupart des données utilisées dans le cadre de ce rapport sont encore provisoires. Les chiffres sont donc susceptibles d'évoluer dans les mois à venir. Des questions concernant le traitement en SEC de certains flux sont en outre toujours en suspens (les recettes de 300 millions EUR concernant Fluxys sont pour l'instant imputées en 2023 ; la détermination du montant exact relatif à la taxe sur les surprofits qui sera déterminé au cours du premier semestre 2024 et qui est pour le moment estimé à 692 millions EUR, ...).**

De plus, l'examen de la cohérence entre les flux concernant les dépenses du pouvoir fédéral et les recettes de la sécurité sociale est partiel.

# 2. Estimation de fin d'année 2023 - Synthèse

## 2.1 Solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics

Le tableau suivant présente un aperçu et ventile par sous-entité le solde de financement estimé pour 2023 pour l'ensemble des pouvoirs publics.

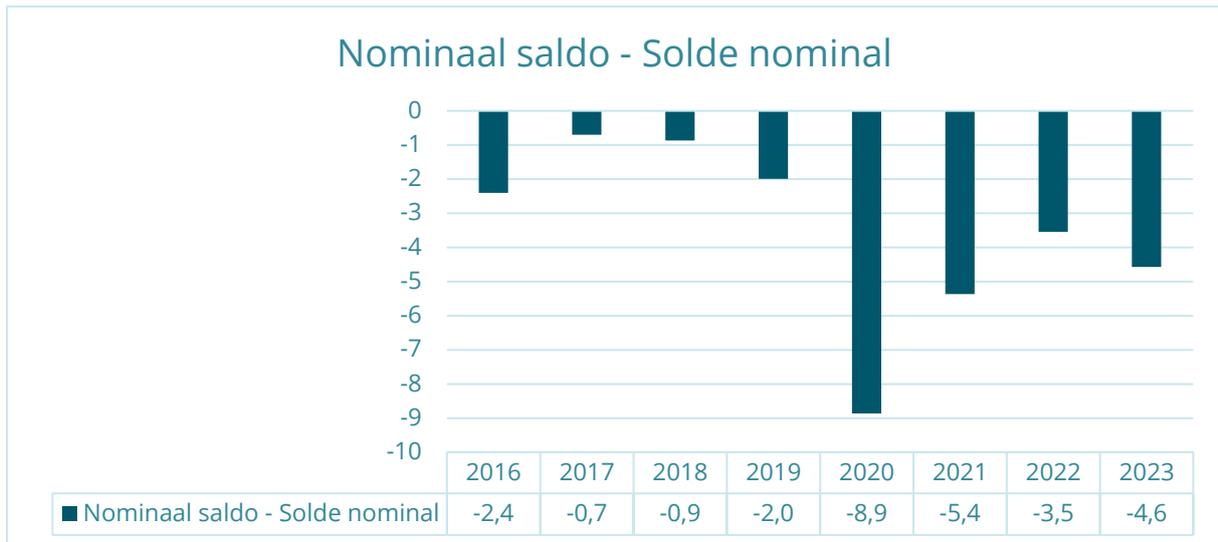
	2023		Différence (2) vs. (1)	%		
	BI2024 - IB2024 (1)	Réestim. jan. - Herram. jan. (2)		Différence -	Différence -	
(en millions EUR sauf indication contraire)						(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Pouvoir fédéral	-21.019	-19.111	1.908	9,1		Federale overheid
Sécurité sociale	611	826	215	35,1		Sociale zekerheid
<b>Entité I</b>	<b>-20.408</b>	<b>-18.285</b>	<b>2.123</b>	<b>10,4</b>		<b>Entiteit I</b>
Communautés et Régions	-8.878	-7.524	1.354	15,3		Gemeenschappen en Gewesten
Pouvoirs locaux	-475	-889	-414	-87,3		Lokale overheden
<b>Entité II</b>	<b>-9.353</b>	<b>-8.413</b>	<b>940</b>	<b>10,0</b>		<b>Entiteit II</b>
<b>Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>-340</b>	<b>0</b>	<b>340</b>			<b>Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid</b>
<b>Ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>-30.101</b>	<b>-26.699</b>	<b>3.402</b>	<b>11,3</b>		<b>Gezamenlijke overheid</b>
	% PIB - % bbp					
Pouvoir fédéral	-3,6	-3,3	0,4			Federale overheid
Sécurité sociale	0,1	0,1	0,0			Sociale zekerheid
<b>Entité I</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,1</b>	<b>0,4</b>			<b>Entiteit I</b>
Communautés et Régions	-1,5	-1,3	0,2			Gemeenschappen en Gewesten
Pouvoirs locaux	-0,1	-0,2	-0,1			Lokale overheden
<b>Entité II</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,2</b>			<b>Entiteit II</b>
<b>Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>			<b>Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid</b>
<b>Ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>-5,2</b>	<b>-4,6</b>	<b>0,6</b>			<b>Gezamenlijke overheid</b>

Le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics est provisoirement estimé à -26.699 millions EUR en 2023, soit -4,6 % du PIB. Par rapport aux estimations relatives à l'année 2023 qui étaient reprise dans l'exposé général du budget initial 2024, cela représente une amélioration de 3.402 millions EUR ou 0,6 point de pourcentage du PIB. L'amélioration importante se manifeste principalement au niveau de l'entité I (+0,4% du PIB).

Le tableau ci-dessous, quant à lui, présente une synthèse de l'évolution des rubriques en recettes et en dépenses entre les données présentées pour 2023 entre l'exposé général du budget initial 2024 et l'estimation de fin d'année 2023.

en millions EUR	2023 - BI2024	Adaptations	2023 - EFA	Commentaire principal
		(+) améliore le solde (-) détériore le solde		Montant entre parenthèses: (+) améliore le solde / (-) détériore le solde
<b>Entité I</b>	<b>-20.408</b>	<b>2.123</b>	<b>-18.285</b>	
<b>Pouvoir fédéral</b>	<b>-21.019</b>	<b>1.908</b>	<b>-19.111</b>	
Recettes fiscales	146.512	226	146.738	Rôles (+1.315) Précompte mobilier (+592) Préc. Prof. (-1.038) Versements anticipés (-281)  Droits de douane (-252)  Droits d'enregistrement (-211)
Transferts fiscaux	-84.185	521	-83.664	Droits de douane (-252) Impôts régionaux (-220)
Moyens non fiscaux	6.772	158	6.930	
Charges d'intérêt	-8.602	18	-8.584	
Dép. dispenses précompte pr.	-4.483	13	-4.471	
Dépenses primaires	-79.111	1.348	-77.763	Contribution RNB en SEC (-112) Sous-utilisation (qui passe de 927 à 2.045 : +1.118)
Solde primaire organismes	1.573	-170	1.403	Détérioration du solde primaire SEC
Corrections de passage non ventilées	505	-205	301	
<b>Sécurité sociale</b>	<b>611</b>	<b>215</b>	<b>826</b>	
Salariés	-490	70	-420	Diminution cotisations (-216) Diminution dotation d'équilibre (-84) Diminution prestations (+392)
Indépendants	527	-153	375	Diminution cotisations (-90) Diminution dotation d'équilibre (-53)
Soins de santé	198	0	198	
Hors gestion globale	105	128	233	Amélioration pensions publiques (+128)
Autres corrections	271	170	441	Augmentation sous-utilisation IPSS (de 163 à 333: +170)
<b>Entité II</b>	<b>-9.353</b>	<b>940</b>	<b>-8.413</b>	
<b>Communautés et Régions</b>	<b>-8.878</b>	<b>1.354</b>	<b>-7.524</b>	Estimation basée notamment sur des informations transmises les C&R
<b>Pouvoirs locaux</b>	<b>-475</b>	<b>-414</b>	<b>-889</b>	Estimations automne 2023 BNB
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	-340	340	0	Coûts pour contribution plastique repris en dépenses primaires (-148) Coûts pour vaccins uniquement repris au niveau de l'Entité I (-426)
<b>Ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>-30.101</b>	<b>3.402</b>	<b>-26.699</b>	

Le graphique suivant présente un aperçu de l'évolution du solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics sur la période 2018-2023.



## 2.2 Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

Le tableau suivant présente un aperçu de l'estimation de taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics.

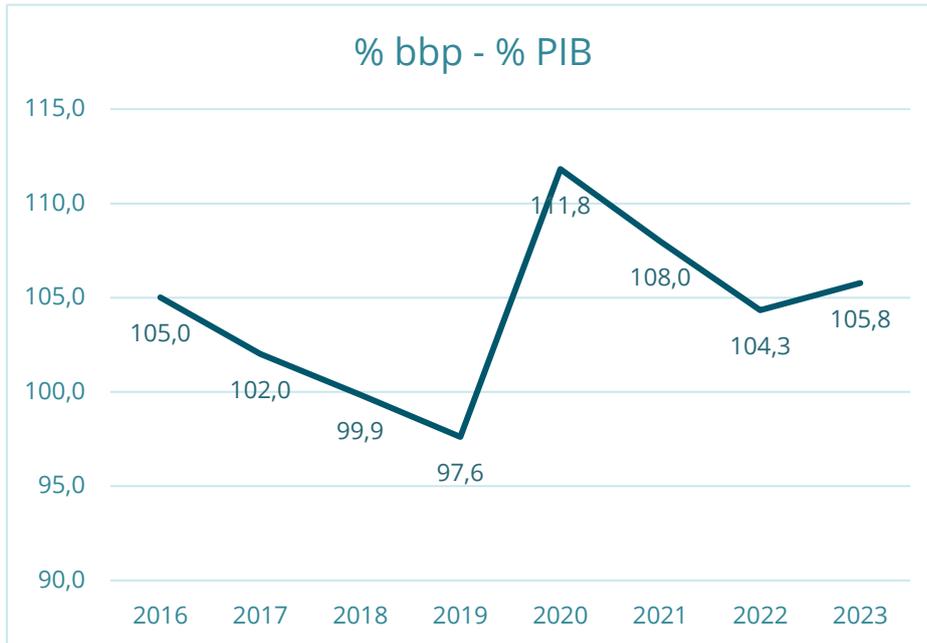
	2022	2023	2023	2023	
		INI 2024	Réestim. jan	Réestim. vs. INI	
<i>En % PIB</i>		-	-	-	
		INI 2024	Herram. jan	Herram. vs. INI	<i>In % bbp</i>
Taux d'endettement	104,3	107,4	105,8		Schuldgraad
Variation du taux d'endettement	-3,6	3,1	1,5	-1,6	Verandering schuldgraad
Facteurs endogènes	-5,4	0,7	-0,9	-1,6	Endogene factoren
Facteurs exogènes	1,8	2,4	2,4	0,0	Exogene factoren

Le taux d'endettement est estimé à 105,8 % du PIB en 2023.

Cela représente une amélioration de 1,6 point de pourcentage du PIB par rapport aux données relatives à 2023 présentées dans le cadre de l'exposé général du budget initial 2024. Cette amélioration s'explique par les facteurs endogènes.

Par rapport à 2022, le taux d'endettement augmente de 1,5 point de pourcentage du PIB.

Le graphique suivant présente l'évolution du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics sur la période 2016-2023.



# 3. Estimation de fin d'année 2022 – Entité I

## 3.1 Pouvoir fédéral

Le tableau récapitulatif suivant présente un aperçu du solde de financement estimé pour le pouvoir fédéral en 2023.

	2023 BI2024 - IB2024 (1)	2023 Réestim. jan. - Herram. jan. (2)	Différence - Verschil (2) vs. (1)	% Différence - Verschil (2) vs. (1)	
(en millions EUR sauf indication contraire)					(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Recettes fiscales	146.512	146.738	226	0,2	Fiscale ontvangsten
Transferts fiscaux (-)	-84.185	-83.664	521	0,6	Fiscale overdrachten (-)
Moyens fiscaux	62.327	63.074	747	1,2	Fiscale middelen
Moyens non fiscaux	6.772	6.930	158	2,3	Niet-fiscale middelen
<b>Recettes Voies et Moyens</b>	<b>69.099</b>	<b>70.004</b>	<b>905</b>	<b>1,3</b>	<b>Middelen</b>
Charges d'intérêt (-)	-8.602	-8.584	18	0,2	Interestlasten (-)
Dépenses primaires (-)	-79.111	-77.763	1.348	1,7	Primaire uitgaven (-)
Dép. dispenses précompte pr. (-)	-4.483	-4.471	13	0,3	Uitgave vrijstellingen BV (-)
Solde primaire organismes	1.573	1.403	-170	-10,8	Primair saldo instellingen
Corrections de passage non ventilées	505	301	-205	-40,5	Onverdeelde overgangscorrecties
<b>Solde de financement pouvoir fédéral</b>	<b>-21.019</b>	<b>-19.111</b>	<b>1.908</b>	<b>9,1</b>	<b>Vorderingensaldo federale overheid</b>
<b>% PIB</b>	<b>-3,6</b>	<b>-3,3</b>	<b>0,4</b>	<b>10,0</b>	<b>% bbp</b>

Le solde de financement du pouvoir fédéral pour 2023 est estimé à -19.111 millions EUR ou -3,3 % du PIB, alors qu'il était estimé à -21.019 millions EUR ou -3,6 % du PIB dans l'exposé général du budget initial 2024. Il s'agit ainsi d'une amélioration de 1.908 millions EUR ou 0,4 point de pourcentage du PIB. Cette amélioration significative est principalement due à une augmentation des recettes Voies et Moyens (+905 millions EUR) et une diminution des dépenses primaires (-1.348 millions EUR).

Les principaux flux de recettes et de dépenses sont présentés en détail ci-dessous.

### 3.1.1 Fiscale ontvangsten

Voor de fiscale ontvangsten is de raming gebaseerd op cijfers van 31 januari van de FOD Financiën. De realisaties tot en met eind december werden hierin aangevuld met ramingen voor de volgende maand(en). Voor een aantal belastingcategorieën zijn in ESR-termen immers nog

maar de realisaties van slechts 11 maanden (bedrijfsvoorheffing, BTW, roerende voorheffing) of 10 maanden (o.a. kohieren) beschikbaar omwille van de verschuiving die wordt toegepast op de kascijfers om ESR-cijfers te bekomen.

Voor de bepaling van de ESR-cijfers werd er, naast de gebruikelijke overgangscorrecties voor de accijnsverrekening van de BLEU en de vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing, door de FOD Financiën rekening gehouden met het betalingsuitstel dat voor diverse belastingcategorieën werd verleend ingevolge de energiecrisis. Hiervoor is zoals sedert juli 4.078 miljoen EUR in mindering gebracht.

Ten slotte werd er opnieuw een aanpassing doorgevoerd op de door de FOD Financiën aangeleverde raming van de ESR-cijfers om 161 miljoen EUR terugbetalingen voor de bankentaks aan te rekenen op 2022 in plaats van op 2023.

Onderstaande tabel geeft een overzicht van de raming van de ESR-ontvangsten op basis van de kasramingen.

	2023 BI2024 -	2023 Réestim. jan. -	Différence -	% -	
	IB2024 (1)	Herram. jan. (2)	Vershil (2) vs. (1)	Vershil (2) vs. (1)	
(en millions EUR sauf indication contraire)					(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Taxe sur les jeux et paris	33	35	2	5,8	Belasting op spelen en weddenschappen
Appareils automatiques de divertissement	10	10	0	-0,8	Automatische ontspanningstoestellen
Précompte mobilier	4.913	5.506	592	12,1	Roerende voorheffing
Participation des travailleurs	13	13	0	-1,6	Werknemersparticipatie
Versements anticipés	21.855	21.574	-281	-1,3	Voorafbetalingen
<b>Rôles</b>	<b>-2.855</b>	<b>-1.540</b>	<b>1.315</b>	<b>46,1</b>	<b>Kohieren</b>
sociétés	2.418	2.602	184	7,6	vennootschappen
personnes physiques	-5.383	-4.295	1.088	20,2	natuurlijke personen
impôt des non résidents	110	153	43	38,9	belasting der niet-inwoners
Précompte professionnel	62.686	61.648	-1.038	-1,7	Bedrijfsvoorheffing
Divers	397	343	-54	-13,6	Diversen
<b>Impôts directs</b>	<b>87.052</b>	<b>87.588</b>	<b>536</b>	<b>0,6</b>	<b>Directe belastingen</b>
Droits de douane	3.245	2.993	-252	-7,8	Douane
Accises	10.310	10.324	14	0,1	Accijnzen
<b>Doits de douane et accises</b>	<b>13.554</b>	<b>13.316</b>	<b>-238</b>	<b>-1,8</b>	<b>Douane en accijnzen</b>
TVA	41.082	41.105	23	0,1	Btw
pure	37.508	37.462	-47	-0,1	zuivere
droits et taxes divers	3.573	3.643	70	2,0	diverse rechten en taksen
Droits d'enregistrement	2.349	2.138	-211	-9,0	Registratierechten
Divers et amendes	944	1.048	105	11,1	Diversen en boeten
<b>TVA, enregistrement et divers</b>	<b>44.374</b>	<b>44.291</b>	<b>-83</b>	<b>-0,2</b>	<b>Btw, registratie en diversen</b>
Droits de succession	1.208	1.199	-9	-0,8	Successierechten
Régularisation (montants non répartis)	102	117	15	15,1	Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)
Taxe épargne à long terme	222	227	5	2,3	Taks op het langetermijnsparen
<b>Total recettes fiscales</b>	<b>146.512</b>	<b>146.738</b>	<b>226</b>	<b>0,2</b>	<b>Totaal fiscale ontvangsten</b>

In vergelijking met de cijfers voor 2023 die werden gehanteerd in de begrotingsdocumenten voor 2024, stijgt de raming met 226 miljoen EUR. De belangrijkste verschillen betreffen:

- de kohieren natuurlijke personen: 1.088 miljoen EUR (+20,2 %);
- de roerende voorheffing: 592 miljoen EUR (+12,1 %);

- bedrijfsvoorheffing: -1.038 miljoen EUR (-1,7 %);
- voorafbetalingen: -281 miljoen EUR (-1,3 %).

### 3.1.2 Fiscale afdrachten

De fiscale afdrachten liggen 521 miljoen EUR lager dan hetgeen in de Algemene Toelichting was geraamd. Ze worden nu geraamd op 83.664 miljoen EUR tegenover 84.185 miljoen EUR in de Algemene Toelichting. De volgende tabel geeft een overzicht.

	2023 BI2024 - IB2024 (1)	2023 Réestim. jan. - Herram. jan. (2)	Différence - Verschil (2) vs. (1)	% Différence - Verschil (2) vs. (1)	
(en millions EUR sauf indication contraire)					(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
<b>UE</b>	<b>3.890</b>	<b>3.638</b>	<b>-252</b>	<b>-6,5</b>	<b>EU</b>
TVA	645	645	0	0,0	Btw
Droits de douane	3.245	2.993	-252	-7,8	Douanerechten
<b>Communautés et Régions</b>	<b>56.312</b>	<b>56.092</b>	<b>-220</b>	<b>-0,4</b>	<b>Gemeenschappen en Gewesten</b>
Impôts régionaux	3.751	3.531	-220	-5,9	Gewestelijke belastingen
Taxe additionnelle régionale sur l'IPP (avances)	12.575	12.575	0	0,0	Gewestelijke aanvullende belasting op PB (voorschotten)
Dotations IPP et TVA	40.147	40.147	0	0,0	PB- en btw-dotaties
Limitation 2 % des 'versements' comme prévu dans l'article 54, § 1, alinéa 6 et 7, LSF	-162	-162	0	0,0	2 %-bepanking van de 'stortingen' zoals bedoeld in artikel 54, § 1, zesde en zevende lid, BFW
<b>Sécurité sociale</b>	<b>22.875</b>	<b>22.836</b>	<b>-39</b>	<b>-0,2</b>	<b>Sociale zekerheid</b>
Gestion globale travailleurs salariés	19.362	19.362	0	0,0	Gloobaal beheer werknemers
Gestion globale travailleurs indépendants	3.181	3.181	0	0,0	Gloobaal beheer zelfstandigen
Maribel social et CSSS	333	294	-39	-11,7	Sociale Maribel en BBSZ
<b>Autres</b>	<b>1.863</b>	<b>1.857</b>	<b>-7</b>	<b>-0,4</b>	<b>Andere</b>
Police	345	340	-5	-1,5	Politie
CREG	1.221	1.222	1	0,1	CREG
Elia	221	221	0	0,0	Elia
ONDRAF	29	29	0	0,0	NIRAS
Apetra (Aseva)	48	46	-3	-5,3	Apetra (Aseva)
<b>Transferts de recettes fiscales avant les corrections de passage</b>	<b>84.940</b>	<b>84.423</b>	<b>-517</b>	<b>-0,6</b>	<b>Afdrachten fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties</b>
Corrections de passage non fédérales	-1	-4	-3	-345,0	Niet-federale overgangscorrecties
Autres corrections de passage	-754	-754	0	0,0	Andere overgangscorrecties
<b>Transferts de recettes fiscales, incluant les corrections de passage au niveau du solde</b>	<b>84.185</b>	<b>83.664</b>	<b>-521</b>	<b>-0,6</b>	<b>Afdrachten fiscale ontvangsten, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau</b>

De wijziging wordt vooral verklaard door de lager dan geraamde transferten van ontvangen douanerechten (-252 miljoen EUR) en een lagere afdracht van de inkomsten uit gewestbelastingen (-220 miljoen EUR, waarvan 216 miljoen EUR betrekking heeft op de inkomsten uit registratierechten).

### 3.1.3 Niet-fiscale middelen

Voor de niet-fiscale middelen werden de cijfers uit FEDCOM (dd. 01/02) overgenomen en aangevuld met overgangscorrecties. Ten opzichte van de raming gehanteerd bij de opmaak van de initiële begroting 2024, stijgen de niet-fiscale middelen na overgangscorrecties met 158 miljoen EUR.

	2023 BI2024 -	2023 Réestim. jan. -	Différence -	% Différence -	
(en millions EUR sauf indication contraire)	IB2024 (1)	Herram. jan. (2)	Vershil (2) vs. (1)	Vershil (2) vs. (1)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Chancellerie du Premier Ministre	12	12	0	0,6	Kanselarij van de Eerste Minister
Stratégie et Appui	11	12	1	5,8	Beleid en Ondersteuning
Justice	53	64	12	22,2	Justitie
Intérieur	74	85	11	14,9	Binnenlandse Zaken
Affaires étrangères	131	124	-7	-5,4	Buitenlandse Zaken
Défense	53	56	3	5,2	Landsverdediging
Police fédérale et fonctionnement intégré	47	39	-8	-17,7	Federale politie en geïntegreerde werking
Finances	5.155	5.309	154	3,0	Financiën
Emploi, Travail et Concertation sociale	2	2	0	1,5	Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
Sécurité sociale	690	754	63	9,2	Sociale Zekerheid
Santé publique	251	241	-10	-4,1	Volksgezondheid
Économie, Classes moyennes et Énergie	1.149	1.320	171	14,9	Economie, Middenstand en Energie
Mobilité et Transports	387	387	0	-0,1	Mobiliteit en Vervoer
Intégration sociale	103	66	-37	-36,0	Maatschappelijke integratie
Politique scientifique	7	19	12	170,9	Wetenschapsbeleid
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>8.126</b>	<b>8.489</b>	<b>363</b>	<b>4,5</b>	<b>Niet-fiscale ontvangsten</b>
dont recettes courantes	6.377	6.709	333	5,2	waarvan lopende ontvangsten
dont recettes de capital	1.749	1.780	31	1,7	waarvan kapitaalontvangsten
<b>Recettes non fiscales transférées</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Afgestane niet-fiscale ontvangsten</b>
<b>Recettes non fiscales Voies et Moyens</b>	<b>8.091</b>	<b>8.454</b>	<b>363</b>	<b>4,5</b>	<b>Niet-fiscale middelen</b>
<b>Corrections de passage</b>	<b>-1.319</b>	<b>-1.524</b>	<b>-205</b>	<b>-15,5</b>	<b>Overgangscorrecties</b>
Correction codes 8	-1.366	-1.320	46	3,3	Correctie codes 8
Autres corrections de passage	47	-204	-251	-538,4	Andere overgangscorrecties
<b>Recettes non fiscales Voies et Moyens, incluant les corrections de passage au niveau du solde</b>	<b>6.772</b>	<b>6.930</b>	<b>158</b>	<b>2,3</b>	<b>Niet-fiscale middelen, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau</b>

Het verschil is toe te schrijven aan een groot aantal positieve en negatieve verschillen verspreid over diverse begrotingsartikelen en enkele overgangscorrecties, waaronder:

- Interesten van de portefeuille van de Deposito- en Consignatiekas (+113 miljoen EUR t.o.v. de IB2024);
- Terugstortingen van OISZ (+64 miljoen EUR t.o.v. de IB2024);
- Terugbetaling vaccins en andere coronakosten (-170 miljoen EUR t.o.v. de IB2024).

Voor de bijdrage van de oliesector en de overwinstbelasting van de elektriciteitssector werd zoals voorheen, een overgangscorrectie voorzien om kasontvangsten toe te rekenen aan het jaar waarop ze betrekking hebben. Bepaalde kasontvangsten 2023 werden dus op 2022 aangerekend, terwijl voor 2024 voorziene kasontvangsten aan 2023 worden gehecht.

Voor de bijdrage van de oliesector wordt rekening gehouden met een vergelijkbare ontvangst als bij de begrotingsopmaak 2024 (circa 304 miljoen EUR).

Voor de overwinstbelasting van de elektriciteitssector wordt rekening gehouden met dezelfde opbrengst als bij de begrotingsopmaak 2024, nl. 692 miljoen EUR. Er werden rechten vastgesteld

voor in totaal 338 miljoen EUR. Voor wat de bedrijven die ook onderhevig zijn aan de repartitiebijdrage betreft is er nog geen raming beschikbaar.

Voor de ontvangsten van telecomlicenties wordt inclusief toe te rekenen interestontvangsten rekening gehouden met 133,5 miljoen EUR in plaats van een 114 miljoen EUR. Doordat de kasontvangsten van het departement nu veel hoger uitvallen, werd de corresponderende overgangscorrectie sterk naar beneden herzien.

### 3.1.4 Interestlasten

Volgende tabel toont de ramingen van de interestlasten.

	2023 BI2024 -	2023 Réestim. jan. -	Différence -	% Différence -	
(en millions EUR sauf indication contraire)	IB2024 (1)	Herram. jan. (2)	Vershil (2) vs. (1)	Vershil (2) vs. (1)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
<b>Charges d'intérêt (économiques)</b>	<b>8.602</b>	<b>8.584</b>	<b>-18</b>	<b>-0,2</b>	<b>Interestlasten (economisch)</b>
Trésor	8.471	8.466	-5	-0,1	Schatkist
Intérêts en provenance des dépenses primaires	26	26	0	-0,7	Uit primaire uitgaven overgehevelde interesten
Organismes à consolider	105	92	-13	-12,1	Te consolideren instellingen

Ten opzichte van de ramingen voor 2023 die werden opgenomen in de initiële begroting 2024, dalen de interestlasten met 18 miljoen EUR.

De interestlasten ten laste van de Schatkist bedragen 8.466 miljoen EUR (cijfer FEDCOM 01/02).

Aan deze cijfers moeten nog de herziene rentelasten van de te consolideren instellingen worden toegevoegd (92 miljoen EUR) en wordt er een beperkt bedrag uit de primaire uitgaven geherklasseerd als interesten (26 miljoen EUR).

### 3.1.5 Dépenses primaires

Le tableau suivant reprend une situation des dépenses primaires (liquidations) 2023 conforme à la présentation de l'exposé général.

	2023 BI2024 -	2023 Réestim. jan. -	Différence -	% Différence -	
(en millions EUR sauf indication contraire)	IB2024 (1)	Herram. jan. (2)	Vershil (2) vs. (1)	Vershil (2) vs. (1)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
<b>Crédits</b>	<b>80.995</b>	<b>78.740</b>	<b>-2.255</b>	<b>-2,8</b>	<b>Kredieten</b>
Total Cellule Autorité	35.579	35.187	-392	-1,1	Totaal Autoriteitscel
Total Cellule Sociale	32.215	32.418	203	0,6	Totaal Sociale Cel
Total Cellule Économique	7.851	7.517	-334	-4,3	Totaal Economische Cel
Provisions	1.522	0	-1.522		Provisies
Contribution RNB UE	3.829	3.619	-210	-5,5	Bni-bijdrage EU
<b>Intérêts SPF Finances (-)</b>	<b>-26</b>	<b>-26</b>	<b>0</b>	<b>0,7</b>	<b>Interesten FOD Financiën (-)</b>
<b>Sous-utilisation (-)</b>	<b>-927</b>	<b>0</b>	<b>927</b>		<b>Onderbenutting (-)</b>
<b>Dépenses primaires EG</b>	<b>80.042</b>	<b>78.714</b>	<b>-1.328</b>	<b>-1,7</b>	<b>Primaire uitgaven AT</b>
<b>Corrections SEC</b>	<b>-931</b>	<b>-951</b>	<b>-20</b>	<b>-2,1</b>	<b>ESR-correcties</b>
Contribution RNB UE	-79	20	98	125,0	Bni-bijdrage EU
Dépenses primaires de la dette	59	95	36	61,4	Primaire uitgaven schuldbegroting
Correction codes 8 et 9	-303	-267	36	11,8	Correctie codes 8 en 9
Autres corrections SEC	-609	-799	-190	-31,2	Andere ESR-correcties
<b>Dépenses primaires SEC</b>	<b>79.111</b>	<b>77.763</b>	<b>-1.348</b>	<b>-1,7</b>	<b>Primaire uitgaven ESR</b>

## Dépenses primaires optique exposé général

Les dépenses primaires optique exposé général s'améliorent de 1.328 millions EUR par rapport au montant repris pour 2023 dans l'exposé général du budget initial 2024. Cette amélioration est due pour 210 millions EUR à la contribution RNB versée à l'Union Européenne (liquidations avant correction SEC) et à la sous-utilisation des dépenses primaires des départements qui se monte à 2.045 millions EUR alors que l'objectif de sous-utilisation était de 927 millions EUR (+1.118 millions EUR).

Le tableau ci-dessous reprend la situation de l'utilisation des crédits de liquidation totaux 2023 par départements.

Budgets	2023 Crédits totaux - Totale kredieten	2023 Liquidations - vereffeningen	2023 Sous-utilisation - Onderbenutting	Begrotingen
Dotations	16.964,9	16.964,6	0,3	Dotaties
Chancellerie du Premier Ministre	282,0	260,5	21,5	Kanselarij van de Eerste Minister
Stratégie et Appui	621,5	336,4	285,1	Beleid en Ondersteuning
Organismes indépendants	32,1	32,1	0,0	Onafhankelijke organisaties
Justice	2.640,8	2.528,2	112,6	Justitie
Intérieur	2.451,2	2.329,2	122,1	Binnenlandse Zaken
Affaires étrangères et Coop. Développement	1.845,0	1.795,9	49,1	Buitenlandse Zaken en Ontw. samenwerking
Défense nationale	5.189,7	5.177,9	11,8	Landsverdediging
Police fédérale et fonctionnement intégré	2.777,1	2.710,6	66,4	Federale politie en geïntegreerde werking
Finances	2.349,4	2.187,2	162,2	Financiën
Régie des Bâtiments	902,8	864,3	38,4	Regie der Gebouwen
<b>TOTAL CELLULE AUTORITÉ</b>	<b>36.056,6</b>	<b>35.187,0</b>	<b>869,6</b>	<b>TOTAAL AUTORITEITSCEL</b>
Emploi, Travail et Concertation sociale	276,9	264,8	12,1	Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal overleg
Sécurité sociale	29.007,2	28.852,0	155,3	Sociale Zekerheid
Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement	1.166,6	1.043,7	122,9	Volksgesondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu
Intégration sociale	2.301,8	2.257,1	44,7	Maatschappelijke Integratie
<b>TOTAL CELLULE SOCIALE</b>	<b>32.752,6</b>	<b>32.417,6</b>	<b>335,0</b>	<b>TOTAAL SOCIALE CEL</b>
Économie, PME, Classes moyennes et Énergie	3.257,8	2.752,6	505,2	Economie, KMO, Middenstand en Energie
Mobilité et Transports	4.182,7	4.157,4	25,3	Mobiliteit en Vervoer
Politique scientifique	609,4	606,7	2,7	Wetenschapsbeleid
<b>TOTAL CELLULE ÉCONOMIQUE</b>	<b>8.049,9</b>	<b>7.516,7</b>	<b>533,2</b>	<b>TOTAAL ECONOMISCHE CEL</b>
Provision interdépartementale	168,7	0,0	168,7	Interdepartementale provisie
Provision politique nouvelle	0,0	0,0	0,0	Provisie nieuw beleid
Provision indexation	99,7	0,0	99,7	Provisie indexatie
Provision augmentation coût de l'énergie	30,2	0,0	30,2	Provisie stijging energiekosten
Provision Ukraine	0,7	0,0	0,7	Provisie Oekraïne
Provision présidence UE	7,6	0,0	7,6	Provisie voorzitterschap EU
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>306,9</b>	<b>0,0</b>	<b>306,9</b>	<b>TOTAAL PROVISIES</b>
<b>Crédits départementaux</b>	<b>77.166,0</b>	<b>75.121,3</b>	<b>2.044,7</b>	<b>Departementale kredieten</b>

La sous-utilisation est celle constatée après la clôture des liquidations à la date du 1<sup>er</sup> février 2024 étant donné que les départements avaient jusqu'au 31 janvier 2024 pour liquider des dépenses engagées avant le 31 décembre 2023.

La sous-utilisation des crédits est particulièrement influencée par des éléments exceptionnels tels que :

- Les provisions sont sous-utilisées pour 307 millions EUR ;
- RRF : les dépenses pour le RRF sont sous-utilisées pour 225 millions EUR ;
- CREG : Les transferts à la CREG sont inférieurs de 293 millions EUR à ce qui était prévu au budget suite à la révision à la baisse du coût du tarif social étendu ;

- Les crédits prévus pour l'intervention dans les installations collectives de chauffage et pour la remise unique sur la facture pour les ménages se chauffant au mazout, propane, ... sont sous-utilisés à concurrence de 158 millions EUR ;
- Les crédits prévus pour les achats de vaccins, médicaments, moyens de protection..., au SPF santé publique sont sous-utilisés à concurrence de 90 millions EUR.

Sans les éléments exceptionnels mentionnés ci-dessus, la sous-utilisation serait d'environ 1 milliard EUR.

Le tableau ci-dessous reprend la situation de l'utilisation provisoire des crédits 2023 par natures économiques.

En millions d'EUR	1/2/24			
Nature de dépenses	Crédits totaux	Liquidations	Montants non-u	Taux d'utilisation
Personnel	7.429,5	7.250,2	179,4	97,6 %
Fonctionnement	3.903,0	3.545,6	357,5	90,8 %
Investissements	2.092,2	1.975,2	117,0	94,4 %
Transferts aux entreprises	2.695,8	2.644,3	51,5	98,1 %
Transferts aux ménages et asbl	4.609,7	4.385,6	224,1	95,1 %
Transferts à l'étranger	1.686,1	1.617,7	68,4	95,9 %
Transferts aux organismes autonomes	7.103,1	6.704,9	398,2	94,4 %
Transferts aux administrations de sécurité sociale	25.751,2	25.577,3	173,8	99,3 %
Transferts aux pouvoirs locaux	3.914,5	3.844,1	70,5	98,2 %
Transferts aux régions et communautés	17.235,8	17.218,8	17,0	99,9 %
Charges d'intérêts (primaires)	90,9	89,8	1,1	98,8 %
Octroi de crédits et participations	232,4	228,7	3,7	98,4 %
Amortissements et remboursements	52,9	38,0	14,9	71,8 %
Provisions et divers	368,8	1,2	367,7	0,3 %
<b>Total dépenses</b>	<b>77.166,0</b>	<b>75.121,3</b>	<b>2.044,7</b>	<b>97,4 %</b>

## Dépenses primaires SEC

En tenant compte des corrections SEC estimées à -951 millions EUR (diminution des dépenses SEC), les dépenses primaires SEC sont alors estimées à 77.763 millions EUR pour l'année 2023, soit une amélioration de 1.348 millions EUR par rapport aux dépenses SEC 2023 estimées dans l'exposé général 2024.

Les corrections SEC viennent diminuer les dépenses SEC à concurrence de 951 millions EUR contre 931 millions EUR lors du dernier exposé général (+20 millions EUR).

Le tableau ci-dessous reprend les corrections SEC apportées aux dépenses primaires pour 2023.

<b>Corrections de passage vers les dépenses SEC</b>	2023 (EG 24)	2023 EFA	Variation
Contribution RNB à l'Union européenne	-79	20	98
Dépenses primaires budget de la Dette	59	95	36
Investissements Défense Nationale	-654	-1.000	-346
Compte de trésorerie Croix rouge (dépense)	9	7	-2
Pécule de vacances	-54	-43	11
Octrois de crédits et prises de participation (codes 8)	-250	-229	21
Amortissements de dettes (codes 9)	-53	-38	15
Cohérence dépenses primaires et sécurité sociale	-40	0	40
Indexation hors dotations sécurité sociale	-25	0	25
Intérêts condamnation textile chinois	92	0	-92
Contribution plastique		169	169
Banques multilatérales de développement		-96	-96
Accord interfédéral ETS		107	107
Pro Deo	64	57	-7
<b>Totaux</b>	<b>-931</b>	<b>-951</b>	<b>-20</b>

Au niveau des corrections SEC, les principales adaptations sont les suivantes :

- Le montant à prendre en compte en SEC pour la contribution RNB à l'Union Européenne est réestimé à 3.639 millions EUR alors que le montant versé à l'UE est de 3.619 millions EUR. Une correction venant augmenter les dépenses SEC de 20 millions EUR est dès lors apportée. Le montant à prendre en compte en SEC tient compte de l'impact positif du DAB 5/2022 en 2023 (132 millions EUR) et du DAB 4/2023 en 2024 (112 millions EUR) ;
- Les dépenses primaires inscrites au budget de la dette croissent de 36 millions EUR suite à l'augmentation des commissions à payer sur les bons d'Etat émis en septembre 2023 ;
- La correction SEC destinée à enregistrer les investissements de la Défense Nationale sur base des livraisons et non des liquidations s'améliore de 346 millions EUR, les livraisons de matériel militaires étant plus faibles qu'initialement prévu, principalement au niveau des investissements en matériel majeurs vision stratégique (camions blindés, remplacement LMV, ...);
- La contribution plastique (169,4 millions EUR) précédemment reprise dans les mesures non réparties au niveau de l'ensemble des pouvoirs publics est maintenant intégrée dans les corrections des dépenses primaires ;
- Lors du rapport du comité de monitoring de septembre, une correction technique de 40 millions EUR (diminuant les dépenses SEC) a été apportée pour assurer la cohérence entre les crédits des dépenses primaires 2023 basés sur le budget économique de février 2023 et les

recettes de dotations prévues à la sécurité sociale basées sur les paramètres du budget économique de septembre 2023.

- Une correction technique de 25 millions EUR (diminuant les dépenses SEC) avait aussi été apportée au niveau de la provision indexation (hors dotations à la sécurité sociale) pour tenir compte du budget économique de septembre 2023 qui prévoyait un dépassement de l'indice pivot en septembre 2023 alors que les crédits de liquidation 2023 sont basés sur le budget économique de février 2023 prévoyant un dépassement de l'indice pivot en août 2023.
- Ces deux corrections positives sont portées à 0 afin de ne pas faire double emploi avec la sous-utilisation de 100 millions EUR constatée au niveau de la provision indexation ;
- Suite à une analyse effectuée par l'ICN, il apparaît qu'une correction SEC doit être apportée pour les augmentations de capital dans les banques multilatérales de développement dont le moment d'enregistrement dans le budget diffère du moment à prendre en compte en SEC.
- L'approche suivie relative au moment d'enregistrement SEC des transferts en capital (codes 5) est que le premier paiement de chaque programme détermine le moment de décision du paiement total effectué pour le programme en question. Le montant global de chaque programme est donc repris lors de la première année du paiement, impactant le solde des administrations publiques. Le cash déboursé lors des années ultérieures est comptabilisé en tant qu'autre compte à payer et n'a pas d'impact sur le solde des administrations publiques. Cette approche a été suivie pour l'ensemble des programmes pour lesquels un échelonnement des paiements était réalisé et conduit à une correction SEC positive de 96 millions en 2023 ;
- Un transfert de 107 millions EUR vers les Régions est pris en compte en SEC en 2023 en conséquence de l'accord interfédéral du 22 septembre 2023 relatif au partage des recettes ETS pour la période 2015 à 2020 ;
- La correction SEC pour les avocats pro déo est revue à la baisse de 10 millions EUR.

### 3.1.6 Uitgaven vrijstelling BV

Voor het vaststellen van de fiscale ontvangsten in ESR-termen worden de vrijstellingen van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing niet in rekening gebracht. Deze worden immers in ESR als een uitgave beschouwd.

De vrijstellingen van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing worden overeenkomstig de ramingen van de FOD Financiën van 31 januari geraamd op 4.471 miljoen EUR tegenover 4.483 miljoen EUR in de Algemene Toelichting. Dit is een daling met 13 miljoen EUR.

### 3.1.7 Solde primaire des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral

Les tableaux ci-dessous reprennent les principales données budgétaires de l'année 2023 pour l'ensemble des organismes du périmètre de consolidation fédéral, à savoir :

- les données 2023 figurant dans l'Exposé général du budget 2024 ;
- une estimation des réalisations 2023.

Pour rappel, concernant les données 2023 de l'Exposé général du budget 2024, celles-ci reprenaient les données du Comité de monitoring de septembre 2023.

Concernant l'estimation actualisée, le SPF BOSA s'est essentiellement basé sur les données communiquées par les organismes via eBMC. Il s'agit d'estimations étant donné que les organismes ont jusqu'au 20 mars 2024 pour clôturer les comptes 2023.

Le solde SEC estimé pour 2023 s'établit désormais à +1.310,4 millions EUR, soit une détérioration de 157,5 millions EUR par rapport au solde SEC 2023 de l'Exposé général du budget 2024. Les charges d'intérêt diminuent pour s'établir à 92,2 millions EUR et le solde primaire SEC est désormais estimé à +1.402,6 millions EUR.

La diminution du solde SEC de 157,5 millions EUR est principalement due au fait que la CREG reçoit 292,5 millions de dotations en provenance du SPF Economie de moins que prévu. Il s'agit d'une opération avec un impact positif sur la sous-utilisation des dépenses primaires et donc neutre pour le solde SEC consolidé du pouvoir fédéral.

Les principales évolutions de soldes par rapport à l'estimation de septembre sont constatées au niveau des organismes suivants :

- La Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz : -272,6 millions EUR ;
- L'ONDRAF : -53,7 millions EUR ;
- Apetra (ASEVA) : + 104,3 millions EUR ;
- La Société fédérale de participations et d'investissement : +106,5 millions EUR ;
- Dexia Holding : +21,1 millions EUR ;
- Infrabel : -24,6 millions EUR.

Le tableau suivant reprend les soldes SEC des organismes fédéraux, ainsi que les soldes SEC et primaire consolidés.

	2023 BI2024 - IB2024 (1)	2023 Réestim. déc - Herram. dec (2)	Différence - Verschil (2) vs. (1)	
<i>en millions EUR</i>				<i>in miljoen EUR</i>
<b>Organismes administratifs publics à gestion ministérielle</b>				<b>Administratieve openbare instellingen met ministerieel beheer</b>
Régie des Bâtiments	-14,5	0,4	14,9	Regie der Gebouwen
Bureau fédéral du Plan	0,0	0,0	0,0	Federaal Planbureau
Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire	-11,4	-5,3	6,1	Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen
Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile	0,0	7,5	7,5	Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers
Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé	0,0	0,0	0,0	Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsprodukten
Agence fédérale de la dette	0,0	0,4	0,4	Agenschap van de schuld
<b>Organismes administratifs publics à gestion autonome</b>				<b>Administratieve openbare instellingen met beheersautonomie</b>
War Heritage Institute	0,0	-0,1	-0,1	War Heritage Institute
Orchestre national de Belgique	0,0	0,0	0,0	Nationaal Orkest van België
Théâtre royal de la monnaie	0,0	0,0	0,0	Koninklijke Muntchouwborg
Institut géographique national	0,0	-3,7	-3,7	Nationaal Geografisch Instituut
Institut pour l'égalité des femmes et des hommes	0,0	0,4	0,4	Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen
Agence fédérale de contrôle nucléaire	0,0	0,0	0,0	Federaal agentschap voor de nucleaire controle
Credendo	14,0	-3,0	-17,0	Credendo
<b>Services administratifs à comptabilité autonome</b>				<b>Administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie</b>
Bibliothèque royale Albert I	-0,9	0,6	1,5	Koninklijke Bibliotheek Albert I
Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces	-0,8	-0,8	0,0	Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de provinciën
Observatoire royal de Belgique	-1,7	-0,4	1,2	Koninklijke Sterrenwacht van België
Institut royal météorologique de Belgique	-1,2	-1,3	-0,2	Koninklijk Meteorologisch Instituut van België
Institut d'aéronomie spatiale de Belgique	-0,5	1,8	2,4	Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie
Institut royal des sciences naturelles de Belgique	-0,8	1,6	2,4	Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen
Musée royal de l'Afrique centrale	-1,3	0,6	1,9	Koninklijk Museum voor Midden-Afrika
Musées royaux d'art et d'histoire	-1,3	0,4	1,7	Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis
Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique	-0,9	-0,4	0,5	Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België
Institut royal du patrimoine artistique	-1,0	0,4	1,4	Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium
Service d'information scientifique et technique	-1,0	-0,8	0,2	Dienst voor Wetenschappelijke en Technische Informatie
Institut national de Criminalistique et Criminologie	-2,9	0,6	3,4	Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie
BELNET	-1,2	0,4	1,6	BELNET
Résidence Palace/Centre international de presse	-2,1	-1,5	0,6	Résidence Palace/Internationaal Perscentrum
SGS pour la gestion des cartes d'identité et du Registre national	-5,2	-3,0	2,2	SAB voor het beheer van de identiteitskaarten en van het Rijksregister
Affaires consulaires	2,6	6,9	4,3	Consulaire zaken
Palais d'Egmont	0,0	0,0	0,0	Egmontpaleis
Fedorest	0,0	0,4	0,4	Fedorest
Service de restauration et d'hôtellerie de la Défense	0,0	-0,2	-0,2	Restauratie en hoteldienst van Defensie
Service central de traduction allemande	0,0	0,0	0,0	Centrale dienst voor Duitse vertaling
Secrétariat Polaire	0,0	0,1	0,1	Poolsecretariaat
Commissariat général belge pour les expositions internationales	-1,0	-1,2	-0,2	Belgisch Commissariaat-generaal voor de Internationale Tentoonstellingen
Autorité nationale de sécurité	-2,2	2,0	4,2	Nationale Veiligheidsoverheid
Activités sociales	0,0	0,1	0,1	Sociale activiteiten

	2023 BI2024 - IB2024 (1)	2023 Réestim. déc - Herram. dec (2)	Différence - Verschil (2) vs. (1)	
<i>en millions EUR</i>				<i>in miljoen EUR</i>
<b>Organismes assimilés</b>				<b>Gelijkgestelde instellingen</b>
Autorité belge de la concurrence	0,1	1,8	1,8	Belgische mededingingsautoriteit
Institut belge des services postaux et des télécommunications	1,2	-6,3	-7,5	Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie
Centre d'études de l'énergie nucléaire	0,0	2,8	2,8	Studiecentrum voor Kernenergie
Institut des comptes nationaux	0,0	0,0	0,0	Instituut voor de Nationale Rekeningen
Cinémathèque royale de Belgique	0,1	0,1	0,0	Koninklijk Filmarchief van België
Institution royale Messines	0,0	0,2	0,2	Koninklijk Gesticht van Mesen
Agence du commerce extérieur	0,0	0,0	0,0	Agentschap voor Buitenlandse Handel
Institut de formation judiciaire	0,0	-0,3	-0,3	Instituut voor gerechtelijke opleiding
Conseil national du travail	0,0	0,4	0,4	Nationale Arbeidsraad
Conseil central de l'économie	0,0	0,3	0,3	Centrale Raad voor het Bedrijfsleven
Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises	0,0	0,0	0,0	Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
Fonds d'aide médicale urgente	0,0	-0,1	0,0	Fonds voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening
Palais des Beaux-Arts	0,1	0,1	0,0	Paleis voor Schone Kunsten
Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz	838,6	566,0	-272,6	Commissie voor Regulering van de Elektriciteit en Gas
SFPIM Real Estate	0,4	1,2	0,8	SFPIM Real Estate
Unia	0,0	0,3	0,3	Unia
Myria	0,0	0,1	0,1	Myria
ASBL Egov	0,4	1,7	1,3	VZW Egov
ASBL Fonds social chauffage	0,0	0,1	0,1	VZW Sociaal Verwarmingsfonds
Commission normes comptables	0,3	0,1	-0,1	Commissie boekhoudkundige normen
EIG EURIDICE	0,0	0,0	0,0	EIG EURIDICE
ONDRAF	57,7	4,0	-53,7	NIRAS
Patrimoine de l'École royale militaire	0,7	1,0	0,3	Vermogen van de Koninklijke Militaire School
Apetra (ASEVA)	54,1	158,4	104,3	Apetra (ASEVA)
Astrid	4,2	5,1	0,9	Astrid
Belgoproces	-0,5	-0,5	0,0	Belgoproces
SA Certi-fed	0,1	0,4	0,2	NV Certi-fed
ENABEL	-0,4	4,2	4,6	ENABEL
Palais des Congrès	0,4	-0,3	-0,7	Congrespaleis
Société belge d'investissement international	1,2	1,6	0,3	Belgische Maatschappij voor Internationale Investerings
Société belge d'investissement pour les pays en développement	11,5	11,4	0,0	Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden
Société fédérale de participations et d'investissement	393,9	500,3	106,5	Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij
SA Zephir-Fin	-0,1	-0,1	0,1	NV Zephir-Fin
Service médiation consommateur	0,0	0,0	0,0	Consumentenombudsdienst
Service médiation énergie	0,0	0,0	0,0	Ombudsdienst voor energie
Dexia Holding	-6,4	14,6	21,1	Dexia Holding
SCIENSANO	-5,0	0,5	5,5	SCIENSANO
Commission des provisions nucléaires	0,0	0,2	0,2	Commissie voor nucleaire voorzieningen
INFRABEL & SPV	36,3	11,7	-24,6	INFRABEL & SPV
TUC RAIL	1,0	0,6	-0,4	TUC RAIL
Woodprotect	-0,4	-0,7	-0,3	Woodprotect
Myrrha	5,7	19,3	13,6	Myrrha
Relaunch for the Future	-1,2	6,8	7,9	Relaunch for the Future
Cellule de traitement des informations financières	0,1	0,1	0,0	Cel voor Financiële Informatieverwerking
<b>Solde hors opérations financières</b>	<b>1.358,9</b>	<b>1.310,4</b>	<b>-48,5</b>	<b>Saldo buiten financiële verrichtingen</b>
Sous-utilisation	109,0	0,0	-109,0	Onderbenutting
<b>Solde SEC</b>	<b>1.467,9</b>	<b>1.310,4</b>	<b>-157,5</b>	<b>ESR-saldo</b>
Charges d'intérêt	105,0	92,2	-12,7	Interestlasten
<b>Solde primaire SEC</b>	<b>1.572,9</b>	<b>1.402,6</b>	<b>-170,2</b>	<b>Primair ESR-saldo</b>

Les principaux points à mettre en évidence concernant l'évolution du solde SEC des organismes à consolider sont les suivants :

- Au niveau de l'ONDRAF, la dégradation du solde SEC de 53,7 millions EUR, s'explique principalement par une diminution des recettes (-123,2 millions EUR) partiellement compensée par une diminution des dépenses en frais de fonctionnement (-69,5 millions EUR) ;
- En ce qui concerne Apetra (ASEVA), l'amélioration de 104,3 millions EUR provient principalement des cotisations perçues (+57,6 millions EUR) et de l'augmentation des recettes de vente de mazout (+50,2 millions EUR). En effet, Apetra doit liquider ses stocks de mazout 50 ppm car à partir d'avril 2024 la vente sera interdite en Belgique ;
- Au niveau de la Société fédérale de participations et d'investissement, l'amélioration du solde SEC de 106,5 millions EUR s'explique principalement par une amélioration des dividendes (+69,6 millions EUR) et des produits d'intérêts (+32,5 millions EUR) pour ce qui concerne les recettes et, du côté des dépenses, par une diminution des charges d'intérêt de (-8,8 millions EUR) ;
- Au niveau de Dexia l'amélioration du solde de 21,1 millions EUR, s'explique principalement par l'évolution positive des produits d'intérêt (+12,3 millions EUR) ;
- Le solde SEC estimé d'Infrabel diminue de 24,6 millions EUR ;
- En ce qui concerne la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG), la diminution du solde SEC de 272,6 millions EUR est principalement due au fait que la CREG reçoit 292,5 millions EUR de dotations en provenance du SPF Economie de moins que prévu. Si on tenait compte de cette recette, le solde SEC de la CREG s'améliorerait de 49 millions EUR.

### 3.1.8 Onverdeelde overgangscorrecties

Ten opzichte van de raming in de Algemene Toelichting dalen de onverdeelde overgangscorrecties met 205 miljoen EUR. Ze worden nu geraamd op 301 miljoen EUR in plaats van 505 miljoen EUR. De overgangscorrecties betreffen:

- Een positieve correctie voor de BLEU ten belope van 54 miljoen EUR;
- Een positieve correctie van 80 miljoen EUR voor Europese fondsen. Immers, uitgaven die gebeuren met Europese middelen dienen ESR-matig steeds in evenwicht gebracht te worden;
- Een positieve correctie van 167 miljoen EUR voor de terugbetaling van subsidies door de offshore windparken ingevolge de te hoge elektriciteitsprijzen.

## 3.2 Sécurité sociale

Dans le cadre de cette estimation de fin d'année (et à ce stade), des données actualisées ont été introduites concernant :

- Travailleurs salariés : cotisations sociales, dotation d'équilibre, recettes affectées et prestations (sur base du rapport CFB de janvier 2024 et d'informations transmises par l'ONSS le 31 janvier 2024) ;
- Travailleurs indépendants : cotisations sociales, dotation d'équilibre et prestations (sur base du rapport CFB de décembre 2023 et d'informations transmises par l'INASTI le 30 janvier 2024) ;
- Pensions du secteur public : recettes et dépenses (sur base d'informations transmises par le SFP le 26 janvier 2024) ;
- Corrections SEC : intégration des données relatives à la sous-utilisation des IPSS (sur base du « rapport sous-utilisation IPSS » du 31 décembre 2023).

Entre l'exposé général et l'estimation de fin d'année 2023, le solde de financement de la sécurité sociale s'améliore de 215 millions EUR.

Janvier			
<i>en millions EUR</i>	2023 (EG 2024)	EFA 2023	Différence
Salariés	-490	-420	70
Indépendants	527	375	-153
INAMI	198	198	0
Hors GG	105	233	128
Corrections SEC	271	441	170
<b>Solde</b>	<b>611</b>	<b>826</b>	<b>215</b>

## 3.2.1 Travailleurs salariés

(en millions EUR sauf indication contraire)	2023	2023	Différence	%	
	IB2024	Réestim. jan.			
	-	-	-	-	-
	IB2024	Herram. jan.	Vershil	Vershil	
	(1)	(2)	(2) vs. (1)	(2) vs. (1)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
<b>Cotisations</b>	<b>63.068</b>	<b>62.852</b>	<b>-216</b>	<b>-0,3</b>	<b>Bijdragen</b>
Gestion globale	62.985	62.769	-216	-0,3	Globaal beheer
Cotisations sociales	59.856	59.640	-216	-0,4	Sociale bijdragen
Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de retard	153	153	0	0,0	Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijlijnteresten
Cotisations spécifiques	2.976	2.976	0	0,0	Specifieke bijdragen
Cotisations des organismes	83	83	0	0,0	Bijdragen instellingen
<b>Subventions des pouvoirs publics</b>	<b>9.087</b>	<b>9.003</b>	<b>-84</b>	<b>-0,9</b>	<b>Toelagen van de overheden</b>
ONSS-Gestion globale	2.676	2.675	-1	0,0	RSZ-Globaal beheer
Dotation équilibre	5.687	5.604	-83	-1,5	Evenwichtsdotatie
Entités fédérées	724	724	0	0,0	Gefedereerde entiteiten
Secteurs	0	0	0	0,0	Sectoren
<b>Financement alternatif</b>	<b>19.362</b>	<b>19.362</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Alternatieve financiering</b>
Gestion globale	19.362	19.362	0	0,0	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	7.194	7.194	0	0,0	waarvan RIZIV-Geneeskundige verzorging
<b>Recettes affectées</b>	<b>1.772</b>	<b>1.750</b>	<b>-22</b>	<b>-1,3</b>	<b>Toegewezen ontvangsten</b>
<b>Transferts externes</b>	<b>531</b>	<b>531</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Externe overdrachten</b>
<b>Produit des placements</b>	<b>-218</b>	<b>-218</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Opbrengsten beleggingen</b>
Gestion globale	-218	-218	0	0,0	Globaal beheer
<b>Divers</b>	<b>196</b>	<b>196</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Diversen</b>
Organismes	196	196	0	0,0	Instellingen
<b>Fraude sociale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Sociale fraude</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>93.799</b>	<b>93.476</b>	<b>-322</b>	<b>-0,3</b>	<b>Totaal ontvangsten</b>
<b>Prestations</b>	<b>56.871</b>	<b>56.479</b>	<b>-392</b>	<b>-0,7</b>	<b>Uitkeringen</b>
Enveloppe bien-être	0	0	0	0,0	Welvaartsenveloppe
INAMI-Indemnités	12.360	12.267	-93	-0,8	RIZIV-Uitkeringen
SFP	37.780	37.484	-296	-0,8	FPD
Fedris-AT	311	312	2	0,6	Fedris-AO
Fedris-MP	214	219	4	2,0	Fedris-BZ
ONEm	6.197	6.190	-8	-0,1	RVA
Interruption de carrière	561	554	-7	-1,2	Loopbaanonderbreking
Chômage	5.340	5.358	17	0,3	Werkloosheid
Chômage avec complément d'entreprise et cellules de mise à l'emploi	296	278	-18	-6,1	Werkloosheid met bedrijfstoelag en tewerkstellingscellen
Marins	7	7	0	-2,8	Zeelieden
<b>Frais de paiement</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Betalingskosten</b>
<b>Frais de gestion</b>	<b>1.343</b>	<b>1.343</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Beheerskosten</b>
Gestion globale	247	247	0	0,0	Globaal beheer
Organismes	1.095	1.095	0	0,0	Instellingen
<b>Transferts</b>	<b>35.182</b>	<b>35.182</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Overdrachten</b>
Pouvoir fédéral	3.195	3.195	0	0,0	Federale overheid
Entités fédérées	715	715	0	0,0	Gefedereerde entiteiten
INAMI-Soins de santé	31.272	31.272	0	0,0	RIZIV-Geneeskundige verzorging
<b>Intérêts sur emprunts</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Interesten op leningen</b>
<b>Divers</b>	<b>879</b>	<b>879</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Diversen</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>94.288</b>	<b>93.896</b>	<b>-392</b>	<b>-0,4</b>	<b>Totaal uitgaven</b>
<b>Solde</b>	<b>-490</b>	<b>-420</b>	<b>70</b>	<b>14,2</b>	<b>Saldo</b>

Le solde du régime des travailleurs salariés s'améliore de 70 millions EUR par rapport aux chiffres pour l'année 2023 présentés dans le cadre du budget initial 2024.

Cette évolution s'explique par les diminutions des cotisations sociales (-216 millions EUR), de la dotation d'équilibre (-83 millions EUR), des recettes affectées (-22 millions EUR) et celle des prestations sociales (-392 millions EUR).

La diminution des cotisations sociales s'explique par :

Cotisations salariés : -221 millions EUR

Les réalisations définitives comptabilisées pour le deuxième trimestre 2023 sont inférieures de 12 millions EUR à l'estimation (basée sur des réalisations partielles) incluse dans le budget initial 2024.

Sur base des réalisations partielles déjà enregistrées pour le troisième trimestre 2023, on estime que les réalisations finales seront inférieures de 133 millions EUR à l'estimation pour 2023 reprise dans le budget initial 2024 (principalement en raison d'une masse salariale beaucoup plus faible pour les travailleurs manuels du secteur privé en combinaison avec des réductions de cotisations plus faibles).

Une réestimation a également été réalisée pour le quatrième trimestre 2023, en tenant compte des hypothèses d'indice modifiées du Bureau fédéral du Plan de novembre 2023 (indexation inférieure) et le rendement réel (inférieur) de la nouvelle cotisation spécifique concernant l'utilisation de contrats journaliers successifs dans le secteur intérimaire a également été pris en compte. Il en résulte une diminution de 77 millions EUR par rapport à l'estimation du trimestre figurant dans le budget initial 2024.

Pouvoirs locaux : +5 millions EUR.

Au niveau de la dotation d'équilibre, sur base des données budgétaires du Comité de monitoring du 21 septembre 2023, la dotation provisoire de 5.687 millions EUR est trop élevée de 83 millions EUR. En effet, pour l'année 2023, le résultat budgétaire de l'ONSS Gestion globale devrait s'élever à -629 millions EUR. Cela nécessite une adaptation de l'arrêté royal fixant la dotation d'équilibre pour l'année 2023. Cette adaptation n'ayant pas encore été mise en œuvre, s'applique l'article 23, §4 de la loi du 18 avril 2017 réformant le financement de la sécurité sociale, qui prévoit que le paiement du mois de décembre de la dotation d'équilibre sera ajusté en fonction de la mise à jour des données budgétaires établies par le Comité de monitoring. La détermination définitive de la dotation d'équilibre 2023 n'interviendra que lors du contrôle budgétaire de mars 2024.

La dotation concernant les pouvoirs locaux est inférieure de 1 million EUR à celle prévue dans le budget initial 2024. Cela est dû à l'arrêté royal du 5 décembre 2023, qui prévoit un montant de 189 millions EUR.

Les recettes affectées sont revues à la baisse suite à une actualisation de la CSSS (cotisation spéciale de sécurité sociale).

Au niveau des prestations :

- INAMI-Indemnités : -93 millions EUR, dont :
  - Effet de volume : -75 millions EUR ;
  - Impact indice pivot : -20 millions EUR ;
  - Adaptation de l'indemnité journalière moyenne : +2 millions EUR.
- SFP : -296 millions EUR :
  - Effet de volume : -195 millions EUR ;
  - Impact indice pivot : -59 millions EUR ;
  - Adaptation du montant annuel moyen : -43 millions EUR.
- ONEm : -8 millions EUR, dont :
  - Impact indice pivot : -10 millions EUR ;
  - Autre impact : +2 millions EUR.

## 3.2.2 Travailleurs indépendants

	2023 BI2024 - IB2024 (en millions EUR sauf indication contraire)	2023 Réestim. jan. - Herram. jan. (2)	Différence - Verschil (2) vs. (1)	% Différence - Verschil (2) vs. (1)	
	(1)	(2)	(2) vs. (1)	(2) vs. (1)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
<b>Cotisations</b>	<b>5.420</b>	<b>5.330</b>	<b>-90</b>	<b>-1,7</b>	<b>Bijdragen</b>
<b>Subventions des pouvoirs publics</b>	<b>1.244</b>	<b>1.191</b>	<b>-53</b>	<b>-4,3</b>	<b>Toelagen van de overheden</b>
INASTI-Gestion globale	443	443	0	0,0	RSVZ-Globaal beheer
Dotation équilibre	802	748	-53	-6,7	Evenwichtsdotatie
<b>Financement alternatif</b>	<b>3.181</b>	<b>3.181</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Alternatieve financiering</b>
Gestion globale	3.181	3.181	0	0,0	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	695	695	0	0,0	waarvan RIZIV-Geneskundige verzorging
<b>Recettes affectées</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Toegewezen ontvangsten</b>
<b>Produit des placements</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Opbrengsten beleggingen</b>
<b>Divers</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Diversen</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>9.904</b>	<b>9.761</b>	<b>-143</b>	<b>-1,4</b>	<b>Totaal ontvangsten</b>
<b>Prestations</b>	<b>6.007</b>	<b>6.019</b>	<b>12</b>	<b>0,2</b>	<b>Uitkeringen</b>
INAMI-Indemnités	831	827	-4	-0,5	RIZIV-Uitkeringen
Pensions	5.218	5.214	-4	-0,1	Pensioenen
Droit passerelle	-46	-26	20	43,4	Overbruggingsrecht
INASTI-GFG	5	5	0	-2,7	RSVZ-GB
Frais de paiement	0	0	0	0,0	Betalingskosten
<b>Frais de gestion</b>	<b>146</b>	<b>146</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Beheerskosten</b>
Gestion globale	108	108	0	0,0	Globaal beheer
Organismes	39	39	0	0,0	Instellingen
<b>Transferts</b>	<b>3.188</b>	<b>3.188</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Overdrachten</b>
INAMI-Soins de santé	3.188	3.188	0	0,0	RIZIV-Geneskundige verzorging
<b>Intérêts sur emprunts</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Interesten op leningen</b>
<b>Divers</b>	<b>32</b>	<b>29</b>	<b>-2</b>	<b>-7,6</b>	<b>Diversen</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>9.377</b>	<b>9.386</b>	<b>9</b>	<b>0,1</b>	<b>Totaal uitgaven</b>
<b>Solde</b>	<b>527</b>	<b>375</b>	<b>-153</b>	<b>-28,9</b>	<b>Saldo</b>

Le solde du régime des travailleurs indépendants se détériore de 153 millions EUR par rapport aux chiffres pour l'année 2023 présentés dans le cadre du budget initial 2024.

Les cotisations diminuent de 90 millions EUR par rapport aux données 2023 présentées dans le cadre du budget initial 2024. Cette diminution s'explique par la diminution des cotisations sociales (-60 millions EUR) et celle des cotisations des sociétés (-29 millions EUR) ainsi que la diminution des cotisations sociales P2P (deuxième pilier pensions) (-1 million EUR).

Au niveau de la dotation d'équilibre, la dotation provisoire de 802 millions EUR est trop élevée de 368 millions EUR. En effet, pour l'année 2023, le résultat budgétaire de l'INASTI Gestion globale devrait s'élever à 161 millions EUR. Cela nécessite une adaptation de l'arrêté royal fixant la dotation d'équilibre pour l'année 2023. Cette adaptation n'ayant pas encore été mise en œuvre, s'applique l'article 23, §4 de la loi du 18 avril 2017 réformant le financement de la sécurité sociale, qui prévoit que le paiement du mois de décembre de la dotation d'équilibre sera ajusté en fonction de la mise à jour des données budgétaires établies par le Comité de monitoring. Cette adaptation est toutefois limitée à un douzième maximum de l'allocation de solde initialement prévue. Par conséquent, la dotation d'équilibre en faveur de l'INASTI pour 2023 est réduite de seulement 53 millions EUR et est dès lors fixée à 748 millions EUR dans le deuxième contrôle budgétaire 2023 conformément aux dispositions reprises dans l'Exposé général du budget d'octobre 2023. La détermination définitive de la dotation d'équilibre 2023 n'interviendra que lors du contrôle budgétaire de mars 2024.

La diminution de dépenses de pensions et des dépenses relatives aux indemnités s'explique principalement par une actualisation des hypothèses d'indexation.

L'augmentation des dépenses relatives au droit passerelle s'explique par une révision à la baisse du montant des récupérations de prestations de crise indûment versées.

La diminution de dépenses diverses s'explique par les réalisations des trois premiers trimestres concernant le congé de deuil pour les indépendants (-2 millions EUR) qui sont moins élevées que prévu.

### 3.2.3 Soins de santé

(en millions EUR sauf indication contraire)	2023	2023	Différence -	% -			
	BI2024	Réestim. jan.				Différence -	% -
	IB2024	Herram. jan.					
	(1)	(2)	(2) vs. (1)	(2) vs. (1)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)		
<b>Recettes propres</b>	<b>5.916</b>	<b>5.916</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Eigen ontvangsten</b>		
Cotisations	1.605	1.605	0	0,0	Bijdragen		
Subventions des pouvoirs publics	905	905	0	0,0	Toelagen van de overheden		
Recettes affectées	1.449	1.449	0	0,0	Toegewezen ontvangsten		
Transferts externes	0	0	0	0,0	Externe overdrachten		
Produits des placements	1	1	0	0,0	Opbrengsten beleggingen		
Divers	1.957	1.957	0	0,0	Diversen		
<b>ONSS - Gestion globale</b>	<b>31.132</b>	<b>31.132</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>RSZ - Globaal beheer</b>		
montant 1	23.938	23.938	0	0,0	bedrag 1		
montant 2	7.194	7.194	0	0,0	bedrag 2		
<b>INASTI - Gestion globale</b>	<b>3.004</b>	<b>3.004</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>RSVZ - Globaal beheer</b>		
montant 1	2.309	2.309	0	0,0	bedrag 1		
montant 2	695	695	0	0,0	bedrag 2		
Carrières mixtes et FBI	325	325	0	0,0	Gemengde loopbanen en IBF		
<b>Total des recettes</b>	<b>40.376</b>	<b>40.376</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Totaal ontvangsten</b>		
<b>Prestations</b>	<b>35.176</b>	<b>35.176</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Prestaties</b>		
<b>Frais de gestion</b>	<b>1.058</b>	<b>1.058</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Beheerskosten</b>		
<b>Transferts externes</b>	<b>2.696</b>	<b>2.696</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Externe overdrachten</b>		
<b>Divers</b>	<b>1.249</b>	<b>1.249</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Diversen</b>		
<b>Total des dépenses</b>	<b>40.179</b>	<b>40.179</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Totaal uitgaven</b>		
<b>Solde</b>	<b>198</b>	<b>198</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>Saldo</b>		

Par rapport aux chiffres présentés dans le cadre du budget initial 2024, aucune adaptation des chiffres n'a été réalisée.

S'agissant de la sous-utilisation des soins de santé (reprise au niveau des corrections techniques), l'INAMI nous a indiqué que le montant repris dans le budget initial 2024 (136 millions EUR) était maintenu étant donné que les réalisations de dépenses après 10 mois sont cohérentes avec celui-ci.

### 3.2.4 Organismes hors gestion globale

(en millions EUR sauf indication contraire)	2023	2023	Différence -	% -			
	BI2024	Réestim. jan.				Différence -	% -
	IB2024	Herram. jan.					
	(1)	(2)	(2) vs. (1)	(2) vs. (1)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)		
<b>Recettes</b>	<b>22.999</b>	<b>22.975</b>	<b>-24</b>	<b>-0,1</b>	<b>Ontvangsten</b>		
Cotisations	6.868	6.868	0	0,0	Bijdragen		
Subventions des pouvoirs publics	15.440	15.416	-24	-0,2	Toelagen van de overheden		
Transferts externes	408	408	0	0,0	Externe overdrachten		
Revenus de placement	45	45	0	0,0	Opbrengsten beleggingen		
Divers	239	238	-1	-0,3	Diversen		
<b>Dépenses</b>	<b>22.894</b>	<b>22.742</b>	<b>-152</b>	<b>-0,7</b>	<b>Uitgaven</b>		
Prestations	21.172	21.020	-152	-0,7	Prestaties		
Frais de gestion	130	130	0	0,0	Beheerskosten		
Transferts externes	1.347	1.347	0	0,0	Externe overdrachten		
Charges d'intérêt	4	4	0	0,0	Interestlasten		
Divers	242	242	0	0,0	Diversen		
<b>Solde</b>	<b>105</b>	<b>233</b>	<b>128</b>	<b>122,3</b>	<b>Saldo</b>		

Au niveau des organismes hors gestion globale, des adaptations ont été intégrées relatives aux pensions du secteur public. Les recettes diminuent de 24 millions EUR et les dépenses diminuent de 152 millions EUR.

Ces évolutions s'expliquent par l'actualisation des hypothèses d'indexation du Bureau fédéral du Plan de novembre 2023 (indexation inférieure).

### 3.2.5 Corrections techniques

Par rapport aux données pour 2023 présentées dans le cadre du budget initial 2024, les corrections techniques augmentent de 170 millions EUR. Cette évolution s'explique par l'intégration des données relatives à la sous-utilisation des IPSS. Celles-ci indiquent que la sous-utilisation atteint 333 millions EUR, dont 196 millions EUR relatifs aux budgets de gestion et 138 millions EUR relatifs aux budgets de mission (dont 123 millions EUR concernent l'INAMI-Soins de santé, hors sous-utilisation au niveau de l'objectif budgétaire qui est reprise séparément).

## 3.3 Estimation de fin d'année Entité I

### 3.3.1 Solde de financement

Le tableau suivant présente un aperçu du solde de financement de l'entité I pour 2023.

	2023	2023	Différence (2) vs. (1)	%	
	BI2024	Réestim. jan.		Différence	
	-	-		-	
(en millions EUR sauf indication contraire)	IB2024 (1)	Herram. jan. (2)	Verschil (2) vs. (1)	Verschil (2) vs. (1)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Pouvoir fédéral	-21.019	-19.111	1.908	9,1	Federale overheid
Sécurité sociale	611	826	215	35,1	Sociale zekerheid
<b>Entité I</b>	<b>-20.408</b>	<b>-18.285</b>	<b>2.123</b>	<b>10,4</b>	<b>Entiteit I</b>
	% PIB - % bbp				
Pouvoir fédéral	-3,6	-3,3	0,4		Federale overheid
Sécurité sociale	0,1	0,1	0,0		Sociale zekerheid
<b>Entité I</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,1</b>	<b>0,4</b>		<b>Entiteit I</b>

Sur base des estimations actuellement disponibles, le solde de financement de l'entité I pour 2023 est estimé à -18.285 millions EUR ou -3,1 % du PIB. Par rapport aux données pour l'année 2023 présentée dans l'exposé général du budget initial 2024, cela représente une amélioration de 2.123 millions EUR ou 0,4 point de pourcentage du PIB.

Cette évolution au niveau de l'entité I s'explique presque exclusivement par l'évolution du solde de financement du pouvoir fédéral, évoqué ci-dessus.

### 3.3.2 Solde primaire

Le tableau suivant présente un aperçu du solde primaire de l'entité I.

	2023 BI2024 - IB2024 (1)	2023 Réestim. jan. - Herram. jan. (2)	Différence - Verschil (2) vs. (1)	% Différence - Verschil (2) vs. (1)	
(en millions EUR sauf indication contraire)					(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
<b>Solde primaire entité I</b>	<b>-11.637</b>	<b>-9.533</b>	<b>2.104</b>	<b>18,1</b>	<b>Primair saldo entiteit I</b>
<b>Solde de financement entité I</b>	<b>-20.408</b>	<b>-18.285</b>	<b>2.123</b>	<b>10,4</b>	<b>Vorderingensaldo entiteit I</b>
Solde de financement fédéral	-21.019	-19.111	1.908	9,1	Vorderingensaldo federaal
Solde de financement SS	611	826	215	35,1	Vorderingensaldo SZ
<b>Charges d'intérêt entité I</b>	<b>8.770</b>	<b>8.752</b>	<b>-18</b>	<b>-0,2</b>	<b>Interestlasten entiteit I</b>
	% PIB - % bbp				
<b>Solde primaire entité I</b>	<b>-2,0</b>	<b>-1,6</b>	<b>0,4</b>	<b>18,9</b>	<b>Primair saldo entiteit I</b>
<b>Solde de financement entité I</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,1</b>	<b>0,4</b>	<b>11,3</b>	<b>Vorderingensaldo entiteit I</b>
Solde de financement fédéral	-3,6	-3,3	0,4	10,0	Vorderingensaldo federaal
Solde de financement SS	0,1	0,1	0,0	33,8	Vorderingensaldo SZ
<b>Charges d'intérêt entité I</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,2</b>	<b>Interestlasten entiteit I</b>

Le solde primaire de l'entité I en 2023 est estimé à -9.533 millions EUR ou -1,6 % du PIB. Il s'agit ainsi d'une amélioration de 2.104 millions EUR ou 0,4 point de pourcentage du PIB par rapport aux données pour 2023 présentées dans l'exposé général du budget initial 2024.

Les charges d'intérêt étant stables (-18 millions EUR), l'évolution du solde primaire s'explique par l'évolution du solde de financement de l'entité I.

# 4. Estimation de fin d'année entité II

## 4.1 Communautés et Régions

L'estimation du solde nominal pour les Communautés et Régions est basée notamment sur des informations transmises par ces-dernières dans le cadre de contacts bilatéraux. Le solde des Communautés et Régions pour 2023 est estimé à -7.524 millions EUR ou -1,3 % du PIB alors que dans les données reprises pour 2023 dans le cadre de l'exposé général du budget initial 2024, le solde était de -8.878 millions EUR ou -1,5 % du PIB. L'estimation reprise dans l'exposé général du budget initial 2024 provenait du Draft Budgetary Plan et était basée sur les soldes transmis par les différentes entités.

Le tableau suivant présente un aperçu du solde des Communautés et Régions.

PIB	578 857	584 501	5 645	1,0 bbp	
	2023	2023		%	
Communautés et Régions	INI 2024	Réestim. jan	Différence	Différence	Gemeenschappen en Gewesten
	INI 2023	Herram. jan	Vershil	Vershil	
	(1)	(2)	(2) vs. (1)	(2) vs. (1)	
En millions EUR	-8 878	-7 524	1 354	-15,25	In miljoen EUR
En % PIB	-1,5	-1,3	0,2	-16,1	In % bbp

## 4.2 Pouvoirs locaux

Pour les pouvoirs locaux, les données reprises ci-dessous proviennent des estimations d'automne 2023 de la BNB.

Sur base de ces données, le solde des pouvoirs locaux pour 2023 est estimé à -889 millions EUR. Par rapport aux données pour 2023 présentées dans le cadre de l'exposé général du budget initial 2024, cela représente une détérioration de 414 millions EUR ou 0,1 point de pourcentage du PIB. Les données reprises dans l'exposé général du budget initial 2024 présentaient un solde de -475 millions EUR.

Le tableau suivant présente un aperçu du solde des pouvoirs locaux.

Pouvoirs locaux	578 857		584 501		5 645		1,0 bbp	
	2023 INI 2024	2023 Réestim. jan	Différence	% Différence				
	INI 2023 (1)	Herram. jan (2)	Verschil (2) vs. (1)	Verschil (2) vs. (1)				
En millions EUR	- 475	- 889	- 414	87	In miljoen EUR			
En % PIB	-0,1	-0,2	-0,1	85,5	In % bbp			

## 4.3 Entité II

Le tableau suivant présente un aperçu du solde de financement estimé pour l'entité II en 2023.

	2023		2023		% Différence	
	BI2024	Réestim. jan.	Différence	% Différence		
(en millions EUR sauf indication contraire)	IB2024 (1)	Herram. jan. (2)	Verschil (2) vs. (1)	Verschil (2) vs. (1)		(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Communautés et Régions	-8.878	-7.524	1.354	15,3		Gemeenschappen en Gewesten
Pouvoirs locaux	-475	-889	-414	- 87,3		Lokale overheden
<b>Entité II</b>	<b>-9.353</b>	<b>-8.413</b>	<b>940</b>	<b>10,0</b>		<b>Entiteit II</b>
	% PIB - % bbp					
Communautés et Régions	-1,5	-1,3	0,2			Gemeenschappen en Gewesten
Pouvoirs locaux	-0,1	-0,2	-0,1			Lokale overheden
<b>Entité II</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,2</b>			<b>Entiteit II</b>

Le solde de financement pour l'entité II en 2023 est provisoirement estimé à -8.413 millions EUR ou -1,4 % du PIB. Cela représente une amélioration de 940 millions EUR ou 0,2 point de pourcentage du PIB par rapport aux données présentées dans le cadre de l'exposé général du budget initial 2024.

# 5. Estimation de fin d'année ensemble des pouvoirs publics

Le tableau suivant présente un aperçu du solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics.

(en millions EUR sauf indication contraire)	2023	2023	Différence (2) vs. (1)	%	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
	BI2024	Réestim. jan.		Différence	
	IB2024 (1)	Herram. jan. (2)		Verschil (2) vs. (1)	
Pouvoir fédéral	-21.019	-19.111	1.908	9,1	Federale overheid
Sécurité sociale	611	826	215	35,1	Sociale zekerheid
<b>Entité I</b>	<b>-20.408</b>	<b>-18.285</b>	<b>2.123</b>	<b>10,4</b>	<b>Entiteit I</b>
Communautés et Régions	-8.878	-7.524	1.354	15,3	Gemeenschappen en Gewesten
Pouvoirs locaux	-475	-889	-414	-87,3	Lokale overheden
<b>Entité II</b>	<b>-9.353</b>	<b>-8.413</b>	<b>940</b>	<b>10,0</b>	<b>Entiteit II</b>
<b>Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>-340</b>	<b>0</b>	<b>340</b>		<b>Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid</b>
<b>Ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>-30.101</b>	<b>-26.699</b>	<b>3.402</b>	<b>11,3</b>	<b>Gezamenlijke overheid</b>
	% PIB - % bbp				
Pouvoir fédéral	-3,6	-3,3	0,4		Federale overheid
Sécurité sociale	0,1	0,1	0,0		Sociale zekerheid
<b>Entité I</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,1</b>	<b>0,4</b>		<b>Entiteit I</b>
Communautés et Régions	-1,5	-1,3	0,2		Gemeenschappen en Gewesten
Pouvoirs locaux	-0,1	-0,2	-0,1		Lokale overheden
<b>Entité II</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,2</b>		<b>Entiteit II</b>
<b>Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>		<b>Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid</b>
<b>Ensemble des pouvoirs publics</b>	<b>-5,2</b>	<b>-4,6</b>	<b>0,6</b>		<b>Gezamenlijke overheid</b>

Le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics en 2023 est estimé à -26.699 millions EUR ou -4,6 % du PIB. Il s'agit d'une amélioration de 3.402 millions EUR ou 0,6 point de pourcentage du PIB par rapport aux données présentées dans l'exposé général du budget initial 2024.

# 6. Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

Le tableau suivant présente un aperçu de l'estimation du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics entre 2022 et 2023.

	2022	2023 INI 2024	2023 Réestim. jan	2023 Réestim. vs. INI	
<i>En % PIB</i>		- INI 2024	- Herram. jan	- Herram. vs. INI	<i>In % bbp</i>
Taux d'endettement	104,3	107,4	105,8		Schuldgraad
Variation du taux d'endettement	-3,6	3,1	1,5	-1,6	Verandering schuldgraad
Facteurs endogènes	-5,4	0,7	-0,9	-1,6	Endogene factoren
Facteurs exogènes	1,8	2,4	2,4	0,0	Exogene factoren

Le taux d'endettement pour 2023 est estimé à 105,8 % du PIB. Par rapport aux estimations pour 2023 présentées dans le cadre de l'exposé général du budget initial 2023, cela représente une amélioration de 1,6 point de pourcentage du PIB. Cette amélioration s'explique par les facteurs endogènes.

Par rapport à 2022, le taux d'endettement augmente de 1,5 point de pourcentage du PIB.